

NOUVELLES ÉCONOMIQUES

Canada : les effets de la COVID-19 s'intensifient sur le commerce extérieur

FAITS SAILLANTS

- ▶ La valeur des exportations de marchandises a diminué de 4,7 % en mars, tandis que celle des importations a reculé de 3,5 %. Le solde commercial de biens est ainsi passé de -0,89 G\$ en février à -1,41 G\$ en mars.
- ▶ Le commerce de services a été encore plus affecté par les difficultés du mois de mars : la valeur des exportations de services a diminué de 7,2 % durant le mois, tandis que celle des importations a chuté de 11,5 %. Les services de voyage et de transport sont particulièrement touchés.

COMMENTAIRES

Comme on s'y attendait, le commerce extérieur a été très affecté en mars par les perturbations découlant des mesures pour contrer la propagation de la COVID-19 ainsi que par les difficultés au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales.

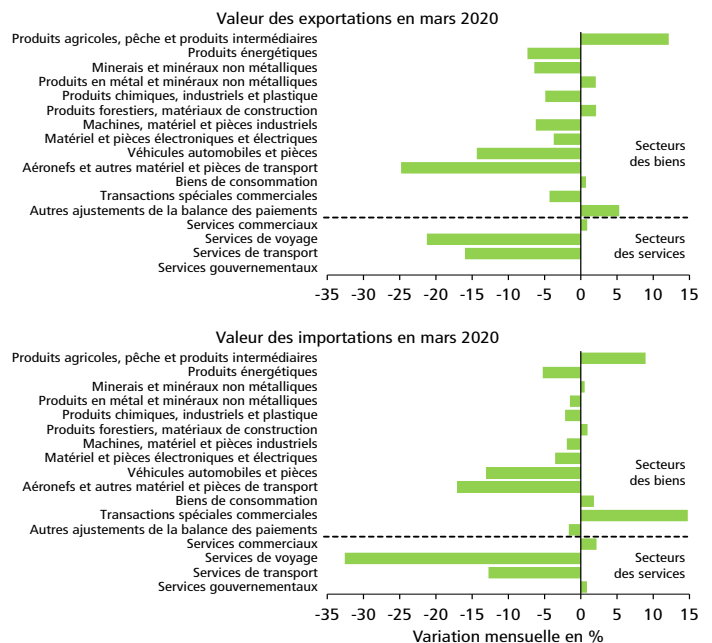
Avec l'importante baisse des prix du pétrole, les perturbations du commerce extérieur sont particulièrement apparentes au sein du secteur de l'énergie. Les secteurs des produits automobiles ainsi que des produits aéronautiques sont aussi au cœur de la tourmente en raison des fermetures d'usine imposées au courant du mois de mars un peu partout dans le monde.

IMPLICATIONS

Du côté tant des biens que des services, le bilan du premier trimestre indique que le volume des importations a diminué davantage que celui des exportations. Cela laisse croire que le commerce extérieur aura une contribution légèrement positive à la variation trimestrielle du PIB réel au premier trimestre. Cela dit, Statistique Canada a déjà indiqué que l'ensemble du premier trimestre se soldera par une baisse du PIB réel d'environ 2,6 %, ou près de 10,0 % à rythme trimestriel annualisé. C'est donc

GRAPHIQUE

Les exportations et les importations ont connu d'importantes difficultés en mars



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

dire que l'essentiel des difficultés de l'économie canadienne se retrouve au sein de la demande intérieure, soit les dépenses de consommation et les investissements.

Benoit P. Durocher, économiste principal

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint
Hélène Bégin, économiste principale • Benoit P. Durocher, économiste principal • Francis Généreux, économiste principal

Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2020, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.